



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Préfecture d'Eure-et-Loir
Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

CAR17027

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE DE RESPECTER DES PRESCRIPTIONS
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SOCIÉTÉ CARRIÈRES GENET-RASORI
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE FONTAINE-LA-GUYON, COURVILLE-SUR-EURE ET SAINT-LUPERCE**

(N°ICPE : 100.09424)

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code minier ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 autorisant la société CARRIÈRES GENET RASORI à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert d'argiles à silex sur le territoire des communes de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Luperce ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2012 modifiant les conditions d'exploitation et prorogeant la durée d'autorisation de la carrière sus-mentionnée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation et prorogeant la durée d'autorisation de la carrière sus-mentionnée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2016 modifiant les conditions d'exploitation et prorogeant la durée d'autorisation de la carrière sus-mentionnée ;

Vu l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2016 susvisé ;

Vu l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 20 juin 2017 à l'exploitant demandant de faire réaliser, par un géomètre, un plan d'exploitation avant fin juin 2017 afin de vérifier l'avancement des travaux de remise en état, conformément à l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé ;

Vu le rapport l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 18 juillet 2017 relatif à la visite d'inspection du 12 juillet 2017 transmis à l'exploitant par courrier du 18 juillet 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier reçu par l'UD DREAL le 25/07/2017

Considérant que lors de la visite du 12 juillet 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La remise en état de la carrière n'est pas achevée trois mois avant l'échéance de l'autorisation ;
- L'absence de notification à la Préfète de la cessation d'activité de la carrière, comprenant un dossier de cessation d'activité et un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire sur l'état du site six mois avant l'échéance de l'autorisation.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2016 et aux dispositions de l'article I.5 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CARRIERES GENET RASORI de respecter les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2016 et celles de l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La société CARRIERES GENET-RASORI, dont le siège social est situé 38, rue du Général de Gaulle à Saint-Georges-sur-Eure (28 190), est mise en demeure, pour ses installations situées à SAINT-LUPERCE, au lieu-dit « Les Lasses » - COURVILLE-SUR-EURE aux lieux-dits « L'Ormeteau », La « Queue de Poêle », « Buisson Malabri », « Pièces de Masselin », « Grand bouleau » – FONTAINE-LA-GUYON, au lieu-dit « Les Caillettes » — de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2016 et aux dispositions de l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé :

- de finaliser le réaménagement de l'ensemble des terrains autorisés par l'arrêté préfectoral modifié du 9 janvier 2006 : délai 15 jours,
- de notifier la cessation d'activité de la carrière et de réaliser un dossier de cessation d'activité comprenant un plan des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire sur l'état du site : délai un mois.

Les délais sont à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux B 1° et 2° suivants.

- un recours gracieux, adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la réglementation et des libertés publiques – place de la République – 28 019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45 057 ORLEANS Cedex :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette

installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 4 **Notification**

Le présent arrêté est notifié à la société CARRIERES GENET-RASORI par voie administrative.

Copies en sont adressées aux Maires des communes de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Lupercé et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

ARTICLE 5 **Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Messieurs les Maires de Fontaine-la-Guyon, Courville-sur-Eure et Saint-Lupercé, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le 28 JUIL. 2017

Pour la Préfète,
La Secrétaire Générale

Carole PUIG-CHEVRIER

